

DEPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR

COMMUNE DU PUISET

PLATEFORME d'ALLAINES

Autoroute A10 – PR 65 – Lieu dit « La Coquelée »

INSTALLATIONS CLASSEES

Mise en service d'une centrale d'enrobage

DEMANDE AU CAS PAR CAS

Annexe

MESURES ERC

Description des mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter compenser ou réduire les effets notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine

TABLES DES MATIERES

MESURES SUR LE MILIEU PHYSIQUE	3
<i>Influences climatiques</i>	3
Le vent.....	3
Le Brouillard	3
la vulnérabilité climatique.....	3
<i>Le sol et l'eau</i>	3
Mesures relatives aux eaux superficielles et souterraines	4
<i>L'air</i>	6
MESURES SUR LE MILIEU NATUREL	7
MESURES SUR LE MILIEU HUMAIN.....	8
<i>Population, habitat, activités</i>	8
<i>Mesures relatives à la santé publique</i>	8
<i>Mesures relatives aux commodités de voisinage</i>	9
<i>Bruit</i>	9
<i>Accès, circulation, desserte</i>	10
MESURES LIEES AU TRAFIC ET A LA CIRCULATION.....	11
<i>Les vibrations et projections</i>	11
<i>Les poussières et boues</i>	11
STOCKS ET ORIGINE DES MATERIAUX BRUTS	12
SOUS-PRODUITS ET DECHETS	12
<i>Gestion des déchets</i>	12
<i>Stockage de produits dangereux</i>	13
UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE	13
COUT DES MESURES DE PREVENTION	15

MESURES SUR LE MILIEU PHYSIQUE

INFLUENCES CLIMATIQUES

LE VENT

Le vent de secteur Sud/ Sud Ouest est un élément climatique qui peut entraîner la dispersion des poussières présentes sur le sol du site et sur les stockages.

En cas de période venteuse, l'exploitant du site devra effectuer un entretien régulier des pistes et aires de circulation de la plateforme afin d'éviter la propagation de poussières vers les parcelles environnantes.

Cet entretien sera réalisé au moyen de cuves remplies d'eau permettant l'arrosage du site et des zones de circulation afin d'éviter tout envol de poussière hors du site.

La présence de haies arbustives, de grands arbres, et de merlons enherbés entourant le site, limite et réduit le risque de propagation de poussières à l'extérieur du site

Les premières habitations étant éloignées de plus de 1 km, la dispersion éventuelle de poussières n'est pas de nature à incommoder les habitants.

LE BROUILLARD

Le brouillard peut également modifier la dispersion des gaz, mais ce, à l'inverse des vents, le brouillard engendre une stagnation des rejets dans le périmètre de l'installation.

LA VULNERABILITE CLIMATIQUE

Les épisodes caniculaires entraînent un arrêt des activités en raison de contraintes physiques des collaborateurs. Ils peuvent entraîner également des risques incendie. Les activités de nuit sont alors privilégiées si nécessaires.

Afin d'éviter ces risques et de répondre aux besoins de disponibilité de l'A10, la fréquence des travaux autoroutiers est positionnée de préférence en saison automnale et printanière. Ceci limite le risque de canicule, les contraintes et risques liées à une chaleur trop forte.

LE SOL ET L'EAU

L'imperméabilisation d'une partie de la surface du site engendre une évacuation plus rapide des eaux pluviales vers l'exutoire (fossé en limite Sud du site) et un volume plus important.

Le bassin versant (correspondant à l'ensemble de la plateforme) drainé est de l'ordre de 1,3 ha (dont 0,5 ha imperméabilisés actuellement). Le coefficient moyen de ruissellement Ci de la zone d'installation (0,5 ha) est égal à 0,95 en l'état actuel ce qui a pour effet d'accroître le ruissellement et donc les débits.

C'est ainsi, qu'il a été nécessaire de prévoir un dispositif de rétention des eaux pluviales avant rejet dans l'exutoire, afin de réguler les débits lors d'épisodes pluvieux conséquents.

MESURES RELATIVES AUX EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Le principal risque pour les eaux superficielles et souterraines est le risque de pollution.

Afin de limiter l'impact sur les eaux superficielles et souterraines, un certain nombre de mesures compensatoires doivent être prises sur le site.

1. Pas de rejets d'eaux usées ni de consommation d'eau pour le process

De l'eau sera uniquement nécessaire pour l'usage domestique du personnel (WC, douches, lavabos, réfectoire). Après utilisation, elle sera rejetée dans la citerne de stockage de l'installation de 2000 l avant d'être évacuée par un organisme agréé vers un centre de traitement.

Les vestiaires et sanitaires sont installés dans un local roulant pré-équipé, conforme aux normes définies par les services sanitaires pour ce type d'installation mobile. Il n'y a pas de réseau extérieur, deux cuves étanches de réception sont incorporées sous le local, l'une de 2000 l récupère les eaux usées des lavabos et des douches, l'autre de 200 l est annexée aux WC chimiques à recirculation. Ces cuves sont vidangées par un vidangeur agréé chaque fois que cela est nécessaire.

2. Mise en place d'un séparateur à hydrocarbures avant rejet des eaux pluviales contaminées au milieu naturel

Les eaux de ruissellement au droit de la zone d'installation du poste sont isolées, recueillies par gravité vers le fossé périphérique de la plate-forme et dirigées le séparateur d'hydrocarbures (101/s) mis en place sur le site, avant d'être rejetées vers le bassin de récupération des eaux au Nord de la plateforme suffisamment dimensionné pour l'accueil de ces eaux. Le séparateur sera vidangé aussi souvent que nécessaire par une entreprise spécialisée.

Le volume total disponible dans le fossé périphérique (430 m³) et dans ce bassin (~25 000 m³) peut être estimé à 25 500 m³. Ces équipements sont largement suffisants pour recueillir les eaux de ruissellement pouvant circuler sur la plate-forme, même en cas de fort épisode pluvieux.

En cas de déversement accidentel (qui ne peut être qu'exceptionnel), les consignes sont mises en place pour répondre à la situation d'urgence (voir ci-dessous procédure d'exploitation).

3. Mise en place de procédures d'exploitation en cas de déversement de produits pouvant polluer le sol et l'eau

Les déversements de bitume, de fioul lourd pourraient se produire, soit lors du dépotage d'un camion ravitailleur, soit lors d'une fuite depuis une cuve de stockage ou une canalisation.

Si un déversement de bitume se produit, quelque soit son origine, la procédure d'exploitation prévoit dans l'ordre :

- arrêt des installations
- l'isolement de la fuite à sa source d'alimentation:
 - o par fermeture du ravitailleur (pour une fuite lors du dépotage)
 - o par arrêt de la pompe de gavage et la fermeture de la vanne de pied de la cuve, lors d'une fuite au niveau du stockage
 - o par l'arrêt de l'alimentation du réseau quand la fuite se produit au niveau de ce dernier
 - o toutes productions de feux ou d'étincelles sont interdites
- la limitation de l'extension en surface par création de merlons de sable

- la récupération du bitume répandu, après refroidissement et durcissement

Le produit souillé est récupéré par une entreprise spécialisée et envoyé vers un centre de traitement des déchets

4. Mise en place de rétention pour réduire tout risque de pollution

Le stockage d'hydrocarbures respectera la réglementation en vigueur, c'est-à-dire être associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité des réservoirs associés, qui est ici retenu.

Sachant que ce stockage correspond pour le site à :

- 3 cuves de 220 m³ au total de bitume, réparties en 2 cuves de 90 m³ de bitume et d'1 cuve de 40 m³ de bitume associée à :
- 1 cuve de 50 m³ de fioul lourd,
- 3 cuves pour 14 m³ de gasoil non routier (GNR)

qui seront placées dans une cuvette de rétention bétonnée et hydrofugée de 352 m² de superficie (16x222 mètres) et de 0,60 mètres de hauteur, soit une capacité de rétention de 176 m³ pour un besoin minimum de 140 m³.

L'ensemble sera placé sur une aire étanche munie d'un avaloir qui dirigera les éventuelles eaux de ruissellement vers le bassin de stockage pour passage dans le séparateur à hydrocarbures, avant le rejet dans l'un des fossés périphériques du site.

Lors des approvisionnements en bitume, fioul lourd et GNR, les raccordements seront réalisés sous surveillance ce qui limite les risques de fuites accidentelles, les ouvriers étant prêts à intervenir sur les vannes d'obturation (des camions ou du séparateur à hydrocarbures / déshuileur). Ils seront également dotés de kits anti-pollution.

L'installation ne produit pas d'eau résiduaire, le dépoussiérage se faisant à sec avant recyclage des poussières de filtration.

Des déversements d'huile pourront survenir, soit lors des soutirages dans les fûts, soit lors des manutentions de conteneurs portatifs (seaux, bidons, ...), par fuite sur un circuit hydraulique d'engins.

Les quantités susceptibles d'être répandues sur le sol sont faibles. Il faut néanmoins procéder à la récupération par utilisation d'un kit anti-pollution. Une fois la totalité des huiles absorbées, il faut procéder au stockage des sols souillés en conteneurs étanches et fermés, jusqu'à l'enlèvement par une société spécialisée dans leur traitement.

Lors d'une fuite plus conséquente au niveau des circuits, on procède dans l'ordre :

- à l'arrêt de l'installation,
- à l'isolement de la fuite de sa source d'alimentation après arrêt des pompes de circulation
- à l'interdiction de toute production de feux ou d'étincelles,
- à l'utilisation d'un kit anti-pollution
- à l'enlèvement des sols souillés qui devront être entreposés dans des conteneurs étanches et fermés jusqu'à l'enlèvement par une société spécialisée pour leur traitement.

L'AIR

Les mesures envisagées visent à réduire l'impact de la combustion des gaz sur l'environnement extérieur et sur les populations environnantes.

Plusieurs actions contribuent à réduire les émissions atmosphériques de l'installation.

1. Le dépoussiérage des gaz

Provenant du séchage des matériaux, ce dépoussiérage est réalisé par un dépoussiéreur à manches performant (filtre à manches).

L'objectif de ce dépoussiéreur est de capter efficacement les rejets de poussières liés au séchage des matériaux. Il doit permettre de répondre à la réglementation en vigueur sur ce type de rejet et garantir le respect des normes.

Des mesures de rejets sont réalisées annuellement pour constater que l'efficacité du procédé permet un rejet de poussières inférieur à la norme en vigueur fixée à 50 mg/Nm³ d'air pour ce type d'installation.

Son entretien est réalisé de manière régulière afin de vérifier son bon fonctionnement et son efficacité. Il est alors procédé à un changement des manches au besoin.

2. L'utilisation d'un combustible à faible teneur en soufre

Le combustible utilisé contient une faible teneur en soufre, de l'ordre de < 1 % au maximum. Cette action limite la présence de composés soufrés dans les rejets de l'installation.

3. La maîtrise de l'exploitation du site

Le stockage des agrégats, notamment celui des sables et sables fillerisés, fait l'objet d'une attention particulière pour la disposition de leurs emplacements, afin de ne pas subir l'influence des vents dominants avec les possibilités d'envol de fines particules.

Leur stockage est également éloigné des fossés ceinturant le site, afin de réduire le risque d'être entraîné avec les eaux de ruissellement vers le réseau hydrographique.

Les poussières soulevées au passage des véhicules sont supprimées par un arrosage modéré en période de sécheresse.

Vis-à-vis des émissions de gaz à effet de serre, des mesures d'évitement et de réduction sont mises en œuvre en exploitation :

- Sur le volet de l'énergie : Abaissement de la température de fabrication. Fabrication d'enrobés tièdes en accord avec le maître d'ouvrage.
- Sur le volet des intrants : Augmenter autant que possible la part des agrégats d'enrobés ayant pour effet de réduire le besoin de bitume et de granulats.
- Sur le volet du fret : Privilégier le transport fer pour les approvisionnements des matériaux des carrières chaque fois que cela est possible en fonction des possibilités locales de débarquement des matériaux. Optimiser autant que possible le double fret sur la phase transport enrobés et retour fraisats.

4. Une bonne dispersion des émissions

Afin de réaliser une bonne dispersion atmosphérique des rejets, ceux-ci se font à une hauteur de 13 m en cheminée et à une vitesse supérieure à 8 m/seconde.

5. Un contrôle régulier de la conformité des rejets à la réglementation

Des mesures de contrôle des rejets atmosphériques sont réalisées annuellement pendant la présence de l'installation sur le site permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

6. Un contrôle continu de l'installation

L'installation, et notamment ses appareils d'épuration, est vérifiée et contrôlée par un équipement composé:

- d'un thermostat sur circuit des gaz à l'entrée du dépoussiéreur, coupant automatiquement l'alimentation du brûleur.
- d'une télécommande de la flamme pilote du brûleur permettant le réchauffage du filtre avant la mise en service.
- d'une indication de dépression du brûleur.
- d'un pyromètre à contacts réglables, le maxi coupant le brûleur et le mini indiquant par voyant lumineux que l'on peut admettre les matériaux au sécheur.
- d'un manomètre différentiel indiquant la perte de charge entre entrée et sortie des gaz du filtre.
- d'un contrôle de la combustion par prélèvement intermittent des fumées avant le filtre.

MESURES SUR LE MILIEU NATUREL

Plusieurs mesures visent à éviter et réduire tout impact sur le milieu naturel pour ce site.

1. Exploitation sur un site existant

L'exploitation sur une plateforme déjà aménagée et utilisée pour ce type d'activité évite toutes interventions sur le milieu naturel

Ainsi, aucun arbre, haie ou végétation en place n'aura à être arraché pour les besoins de l'activité.

Il n'a pas été constaté récemment d'espèces floristiques et faunistiques nécessitant une action de préservation du fait du caractère industriel et de l'exploitation récente du site (visite sur place de l'Institut d'Ecologie Appliquée (45)).

L'éloignement des différentes zones de préservation de la nature et de biodiversité (type ZNIEFF ou Natura 2000) évitent tous risques sur le milieu naturel lié à l'exploitation de la plateforme.

2. Maintien des éléments paysagers du site

Le site est actuellement entouré de grands arbres et de haies arbustives réduisant ainsi sa visibilité pendant son exploitation. Il est par ailleurs situé dans un contexte industriel et très humanisé avec la zone d'activité à proximité ainsi que l'autoroute A10 et la gare de péage.

La protection paysagère composée d'arbres et arbustes fait que la plateforme est peu visible depuis le village du PUISET. L'entreprise s'attachera à maintenir ce contexte paysager afin de limiter toute dégradation visuelle vis à vis du site.

3. Prise en compte et traitement des eaux de ruissellement potentiellement contaminées

La présence d'installations de traitement des eaux de ruissellement (bassin de rétention et déboureur / déshuileur) réduit tout impact sur le réseau d'eau aval du site et sur son écosystème.

La préservation des écosystèmes alluviaux en aval au projet dépendra du bon fonctionnement du système de traitement des eaux de ruissellement (volet eau).

Il sera régulièrement entretenu et fera l'objet d'un nettoyage annuel.

De plus des analyses régulières des rejets en aval seront réalisées afin de vérifier la conformité de ceux-ci (voir volet eau).

MESURES SUR LE MILIEU HUMAIN

POPULATION, HABITAT, ACTIVITES

Les mesures prises pour éviter, réduire et compenser tout risque lié à la présence de population, d'habitat ou d'activités économiques sont les suivantes :

1. L'éloignement du site vis à vis des habitations et de la zone d'activité

L'éloignement du site limite tout effet sur les zones d'habitat notamment pour l'éclairage du site. Concernant les émissions dans l'air, celles-ci sont traitées au chapitre Air.

Les zones d'activité ne sont pas sous les vents dominants, leur activité en journée limite tout risque de gêne lié à la présence de l'installation.

La circulation et le trafic généré par l'activité de la plateforme seront essentiellement concentrés sur la zone autoroutière et de manière temporaire.

2. Compensation de la présence de la plateforme par l'activité économique qu'elle génère

Les effets sur les activités économiques locales sont positifs et temporaires : sollicitation des commerces locaux (restaurants, structure d'hébergement, ..., par les intervenants des chantiers successifs).

Pas mesure particulière n'est à prévoir.

MESURES RELATIVES A LA SANTE PUBLIQUE

Différentes mesures de sécurité visent à éviter tout risque lié à la sécurité des populations environnantes.

1. La sécurité pour éviter tout risque

Les mesures de sécurité suivantes seront maintenues pour le fonctionnement de cette centrale. Elles visent à éviter tous risques liés à la présence de l'installation :

- interdiction d'accès au site pour toute personne étrangère au service ;
- site entièrement clôturé et fermé par des portails cadenassés et fermés à clé ;
- panneau de mise en garde.

Aucune mesure particulière et complémentaire à celles existantes et présentées ci-avant n'apparaît dès lors requise.

Des mesures visant à réduire l'impact sur la santé des populations sont également prises en compte. Elles sont développées dans le volet air mais représentées synthétiquement ici.

1. Le dépoussiérage des gaz
2. L'utilisation d'un combustible à faible teneur en soufre
3. La maîtrise de l'exploitation du site
4. Une bonne dispersion des émissions
5. Un contrôle régulier de la conformité des rejets à la réglementation
6. Un contrôle continu de l'installation

MESURES RELATIVES AUX COMMODITES DE VOISINAGE

Les émissions de poussières seront liées principalement à l'envol de poussières par temps sec et venteux lors de la circulation des camions et de la chargeuse sur les zones non imperméabilisées.

Un certain nombre de mesures permettront d'éviter les risques d'envols de poussières lors de l'activité en période estivale :

- l'arrosage régulier, si nécessaire, des pistes de circulation des engins et des camions,
- limitation de la vitesse à 20 km/h (des panneaux sont implantés) ;
- entretien régulier des pistes et des aires de circulation afin d'éviter la présence de "nids de poule" ;
- la présence de haies arbustives, de grands arbres et d'un merlon paysager en périphérie permettent de piéger pour tout ou partie les particules.

Le risque de salissures de la voie publique par la boue (principalement l'entrée et la sortie au droit de l'A10) apparaît négligeable de fait de l'utilisation de l'autoroute comme moyen d'accès. Si toutefois, de telles salissures apparaissaient, les conditions climatiques (ici pluvieuses pour générer de la boue), seraient suffisantes pour enlever les éventuels dépôts. Un nettoyage par balayeuse mécanisée pourrait être envisagé en cas de nécessité.

BRUIT

Les mesures visant à éviter et réduire le bruit de l'installation seront mis en place dans un contexte lié à la présence de la circulation autoroutière, de la bretelle de sortie de l'autoroute et du péage.

1. Un fond sonore ambiant

Le fond sonore ambiant au droit de la zone d'installation avec le bruit de la circulation liée à l'A10 est important, de l'ordre de 59 dB (A) de jour.

La centrale d'enrobage en fonctionnement émet un bruit "linéaire" sans à-coups.

L'évaluation de la propagation du bruit émis par l'installation fait état de 58 B(A) dans le périmètre immédiat de la centrale d'enrobage, à environ 50 m, dans la zone "la plus bruyante" c'est-à-dire dans celle où évolue le chargeur.

En limite de propriété (bord de la plateforme et du péage n°12 de l'A10) cette valeur n'excédera pas la valeur de 58dB(A) (hors bruit de l'autoroute) correspondant à la valeur estimée dans le rayon de 50 m de l'installation et dans la direction la plus défavorable.

Les habitations les plus proches ne subiront aucune élévation significative de la pression acoustique ambiante due au poste d'enrobage qui, dans ce cas, sera éloigné de 1km environ de ces habitations.

Dans le cas précis de cette plateforme, le bruit de la circulation permanente de l'autoroute couvrira le bruit émis par le poste d'enrobage.

2. Des dispositions visant à réduire efficacement l'impact sonore

Les dispositions suivantes sont mises en place pour réduire efficacement l'impact sonore:

- les engins de chantier sont conformes à la réglementation en vigueur et répondent aux dispositions du décret du 23/01/1995 et de l'arrêté du 18/03/2002,
- l'usage de sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents,
- les camions sont généralement équipés de bennes à suspensions hydrauliques pour limiter l'impact sonore du chargement et du roulement,
- l'implantation des pistes internes la plus éloignée possible des habitations permet de limiter localement la perception du bruit dû au transport,
- Le plan de circulation des poids lourds prévoit une vitesse maximale autorisée de 20 km/h afin de limiter au mieux l'impact acoustique sur le site.

Par ailleurs, la quasi-totalité de la plateforme est couverte par la zone de classement sonore des infrastructures terrestres.

Elle définit une largeur de 300 m de part et d'autre de l'infrastructure routière à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche.

ACCES, CIRCULATION, DESSERTE

Les mesures visant à éviter, réduire et compenser les risques liés au trafic routier du site et aux accidents sont les suivants :

1. Accès direct par l'autoroute

Les approvisionnements de fines, bitumes et fiouls se font soit par accès direct par l'autoroute desservant localement la plateforme.

Ces approvisionnements, notamment ceux de granulats, se feront en dehors de périodes de grands flux migratoires (vacances estivales) et de conditions climatiques moins favorables (intempéries hivernales entre autres).

Les matériaux enrobés, quant à eux sont directement transportés sur les sections de chaussées à réaliser en empruntant l'autoroute. Les accès et sorties de l'autoroute se font directement par les accès de services situés à proximité immédiate de la plateforme.

2. Une signalisation et des plans de prévention visant à prévenir les risques d'accident

Une signalisation par panneaux réglementaires est mise en place aux accès et sorties sur la bretelle d'autoroute.

Un plan de circulation est établi pour réduire le risque à l'intérieur du site. La sécurisation consiste notamment à séparer les trajets des camions de ceux des engins.

Le plan de circulation est affiché à l'entrée du site et en différents points et réseau.

Chaque site, chantier ou activité liée aux métiers de la société est adhérent au plan de prévention.

3. Des horaires de fonctionnement en exploitation adaptés

Les installations ne fonctionnent qu'aux heures et jours ouvrables de la semaine, en respectant les règlements en vigueur pour 35 h hebdomadaires avec aménagement des horaires en fonction du chantier à réaliser, soit :

- Horaires de jour : du lundi au vendredi 7h à 20h
- Horaires de nuit : du lundi soir au vendredi matin de 20 H à 7 H

La majeure partie des travaux se déroule de jour, dans la plage horaire 7 h - 20h, une moindre partie se fera de nuit notamment les abords et le passage des diffuseurs ainsi que les aires de service, dans la plage horaire 20 h - 7 h.

Dans les deux cas, l'accessibilité aux voies est définie par les services travaux et sécurité de Cofiroute et les horaires incluent les temps d'entretien.

MESURES LIEES AU TRAFIC ET A LA CIRCULATION

LES VIBRATIONS ET PROJECTIONS

1. Un éloignement du site évite toute vibration au droit des habitations

Les roulements des divers engins ne peuvent générer que de faibles vibrations à leurs abords immédiats.

Du fait de l'éloignement du site par rapport aux premières habitations, à la configuration du terrain, les inconvénients liés à ces vibrations seront inexistantes.

2. Un bâchage des camions qui transportent du sable pour éviter tout risque de projection

Les projections n'impacteront pas les habitations. Concernant, les risques liés aux croisements avec les autres usages des voies de transports terrestres, les camions rouleront bâchés si nécessaire notamment pour les matériaux de petite granulométrie tels les sables.

LES POUSSIÈRES ET BOUES

Les mesures visant à réduire les risques d'envol de poussières et de boues liées au trafic et à la circulation ont été présentées dans le chapitre volet air.

Les émissions de poussières seront liées principalement à l'envol de poussières par temps sec et venteux lors de la circulation des camions et de la chargeuse sur les zones non imperméabilisées.

On considère ici que les envols de poussières à partir des trémies des pré doseurs resteront marginaux au regard de leur réinjection dans le process.

Un certain nombre de mesures permettront de réduire les risques d'envols de poussières lors de l'activité en période estivale :

1. l'arrosage régulier, si nécessaire, des pistes de circulation des engins et des camions,
2. limitation interne de la vitesse à 20 km/h (des panneaux sont déjà implantés);
3. entretien régulier des pistes et des aires de circulation afin d'éviter la présence de "nid de poule" ;
4. En cas de dépôts persistants, l'usage d'une balayeuse mécanisée est envisagée, celle-ci étant d'ailleurs présente pour les besoins des travaux. Le risque de salissures de la voie publique par la boue apparaît négligeable. Si toutefois, de telles salissures apparaissaient, les conditions climatiques (ici pluvieuses pour générer de la boue), seraient suffisantes pour enlever les éventuels dépôts.

STOCKS ET ORIGINE DES MATERIAUX BRUTS

Les matériaux à enrober ont deux origines :

- en provenance directe d'une carrière et prêts à être repris pour être enrobés, ils sont préalablement stockés sur la plateforme pour constituer un stock "tampon" qui est réapprovisionné en fin d'activité si besoin est,
- en provenance du chantier en cours de réalisation et issus du rabotage des chaussées en cours de réfection, ils alimentent au jour le jour un stock de faible tonnage.

La disposition de ces stockages, notamment ceux liés aux matériaux fins (sables) ainsi que l'arrosage des pistes en périodes de sécheresse contribueront à réduire les envols de particules poussiéreuses (cf chapitre volet Air).

SOUS-PRODUITS ET DECHETS

GESTION DES DECHETS

L'exploitation de la plateforme génère plusieurs types de déchets (déchets ménagers, déchets industriels banaux, déchets industriels). Les mesures visant à éviter, compenser, réduire ces déchets sont présentées ci-après.

1. Gestion par filière et traitement conforme à la réglementation

Les déchets ménagers liés à la présence de personnel sur site sont éliminés via la filière municipale de collecte et de traitement de ceux-ci.

Les déchets industriels sont enlevés par une entreprise locale agréée offrant toutes garanties de traitement de ces déchets.

Ceux résultant du traitement des eaux sanitaires (douches et W-C) sont enlevés autant de fois que nécessaire par une entreprise spécialisée et agréée de la région.

Un registre de gestion des déchets est tenu à jour sur le site et sur les différents lieux de stockages externes, laissant apparaître pour chaque type de déchet les quantités produites, celles enlevées par un récupérateur agréé ou celles dirigées vers un lieu de stockage autre.

2. Des actions de tri sur site visant à compenser la production de déchets

L'exploitant met en oeuvre sur site un tri des déchets industriels banaux afin de les valoriser au mieux dans les filières de recyclage. Une benne est ainsi dédiée au recyclage, du bois, du plastique et autres matériaux valorisables.

3. Une compensation des émissions de fines de dépoussiérage par la réintroduction dans le process de la centrale d'enrobage

Les fines résultant du dépoussiérage du filtre à manche sont recueillies et réincorporées dans la production. L'exploitant compense ainsi par cette action leur production et réduit l'utilisation de filler.

STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX

L'utilisation de produits dangereux sur site nécessite l'emploi de mesure de réduction des risques notamment aux travers de modalités de rétention mais aussi au travers des conditions d'exploitation de celui-ci et du professionnalisme des collaborateurs.

1. Stockage des hydrocarbures, des huiles neuves et usagées sur zone de rétention

Concernant ces produits, ces stockages sont positionnés dans une cuvette de rétention de 140 m³ minimum, étanche et aménagée à cet effet. Y sont également stockées les huiles neuves et usagées.

Ainsi, les opérations d'entretien mécanique courant des engins sont réalisées au niveau des aires aménagées ou en atelier.

Les engins sont ravitaillés en carburant sur une aire étanche et les fuites éventuelles d'hydrocarbures provenant des engins et camions seront maîtrisées à l'aide d'absorbants spécifiques.

2. Stockage de l'oxygène et de l'acétylène en bouteille

Les bouteilles nécessaires aux travaux d'entretien seront stockées debout, isolées des sources électriques et de chaleur. Une chaîne de protection antichute sera mise en place. En cas d'incendie, après avoir éteint les flammes, il faudra s'assurer que les bouteilles ne s'échauffent pas.

3. Stockage de perchlorethylène en fût

Son utilisation sur site n'est pas systématique, l'exploitant sous-traite fréquemment cette prestation auprès d'un laboratoire extérieur dans le cadre d'essais et d'analyses de suivi de fabrication. La quantité totale maximum pouvant être stockée sur site est de 200 l si les analyses sont faits sur place.

Dans le cas où il en est utilisé sur le site, le solvant pétrolier neuf est stocké dans des fûts spécifiques constituant une enceinte étanche formant rétention.

UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

La politique environnementale de la société COFIROUTE fait l'objet d'une feuille de route émise au plus haut de la société.

Il y a lieu de préciser que la société COFIROUTE dispose des certifications ISO 14001 et ISO 9001. Parallèlement à cette feuille de route, un plan d'action visant les économies d'énergie à été mis en oeuvre. Il porte notamment sur le suivi de consommation du parc de véhicules de chantier et routier, sur la poursuite du suivi mensuel des postes d'enrobage ainsi que sur la formation à l'éco-conduite des chauffeurs d'engins.

En conséquence ces orientations portent notamment sur:

- La recherche d'une plateforme positionnée au barycentre des chantiers programmés et permettant leur réalisation depuis une seule installation dédiée à cet effet.
- L'économie des ressources dont les matières premières (granulats, bitumes, ...) par intégration d'agrégats d'enrobés
- La réduction de la consommation d'énergie fossile,
- La réduction de la facture énergétique liée aux transports en tous genres en privilégiant notamment le transport par fer,
- et d'une manière plus générale au sein de la société avec le remplacement chaque fois que cela est possible des appareils ou consommables en tous genres par des produits moins énergivores (ex des lampes à incandescence, véhicules hybrides ou micro-hybrides,...)

COUT DES MESURES DE PREVENTION

Mesures	Coûts €	Suivi	En faveur de									
			Milieu naturel terrestre	Milieu aquatique	Faune Flore	Qualité de l'Air	Odeur	Bruit	Transport	Déchets	Climat	Paysage
Rétention en maçonnerie du stockage d'hydrocarbures	15 000	Conception		X								
Appareillage de mesure	2000	Plan de surveillance des installations		X		X						
Mesures annuelles de l'indice pondéral (air)	2000	Plan de surveillance des installations				X						
Mesures des émissions sonores	2000	Plan de surveillance des installations	X					X				
Prélèvements et analyses d'eau	2000	Plan de surveillance des installations		X								

Mesures	Coûts €	Suivi	En faveur de									
			Milieu naturel terrestre	Milieu aquatique	Faune Flore	Qualité de l'Air	Odeur	Bruit	Transport	Déchets	Climat	Paysage
Entretien du déshuileur	2000	Plan de maintenance du site	X	X						X		
Stockage et évacuation du solvant	1000	Plan de maintenance Bordereau de suivi des déchets		X						X		
Traitement des pistes et plateforme	6000	conception	X	X					X			X
Élimination des déchets liés à la présence humaine	3000	Bordereau de suivi de déchets	X	X						X		
Traitement des eaux de ruissellement	9000	conception		X	X							
Utilisation rationnelle de l'énergie	0	conception									X	



Dans ce coût, ne figure pas le montant du système de dépoussiérage des matériaux. Cet élément est désormais partie élémentaire et indispensable dans le concept d'une centrale d'enrobage.

Ce coût d'entretien annuel est de l'ordre de 20 000,00 €uros.

Soit un coût total relatif aux mesures de protection des milieux :

$44\ 000,00 + 20\ 000,00 = 64\ 000,00$ €uros